

Questions orales

Or, comme le ministre le sait également, c'est très difficile, voire impossible, d'obtenir de pays comme la Chine des documents que Revenu Canada pourrait juger satisfaisants, d'autant plus que Revenu Canada a déjà rejeté maints documents dûment attestés et traduits que des contribuables avaient obtenus de Chine. Étant donné que quelques-uns de ses fonctionnaires ont entrepris l'examen de certaines de ces déclarations, le ministre pourrait-il ordonner à ses fonctionnaires de différer toute mesure qu'ils pourraient prendre pour percevoir les sommes dues? Pourrait-il par ailleurs envisager la possibilité d'accepter une déclaration réglementaire lorsque les contribuables visés sont incapables d'obtenir d'outremer les pièces requises?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Madame le Président, avant de prendre de tels engagements envers le député et la Chambre, je devrai d'abord examiner les conditions de la législation voir si une telle latitude est donnée au ministre par la loi adoptée par ce Parlement. Cependant, je peux l'assurer que vu qu'il a déjà eu l'occasion de m'exprimer ses préoccupations à ce sujet, comme d'autres députés de la Chambre, je porterai une attention particulière à ses instances.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

LE CHILI—LE SORT DES PERSONNES ARRÊTÉES PAR LA POLICE

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est absent, madame le Président, c'est au ministre d'État chargé des relations extérieures que je m'adresse. Suite aux recommandations du comité parlementaire chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine, le gouvernement du Canada entend-il protester ou ne peut plus énergiquement contre l'arrestation récente par la police chilienne d'un millier de citoyens à l'occasion de descentes effectuées avant l'aube, et contre l'emprisonnement d'un grand nombre d'entre eux? Par ailleurs, pourrait-il user de son influence auprès du gouvernement Pinochet avec qui il entretient d'étroites relations commerciales et financières pour qu'il publie la liste complète des citoyens ainsi emprisonnés, de façon à s'assurer que ceux-ci seront soit traduits devant des tribunaux compétents, soit élargis? Pourrait-il user également de son influence pour obtenir l'assurance que les citoyens en question ne seront pas torturés au cours de leur séjour en prison?

[Français]

L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Relations extérieures)): Madame le Président, le gouvernement est particulièrement inquiet au sujet des récents événements au Chili, et

de la recrudescence apparente de la violation des droits de l'homme dans ce pays.

Dès hier, notre ambassade à Santiago a reçu instruction de faire des instances auprès du gouvernement chilien pour indiquer toute notre inquiétude à ce sujet-là.

Comme l'honorable député le sait, le rapport d'Amnistie Internationale a été rendu public hier. Nous en avons reçu copie hier au cours de la journée, et je ne suis pas en mesure maintenant de commenter ce rapport-là.

* * *

● (1450)

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LA RÉVISION DES AVIONS—L'ATTRIBUTION DES CONTRATS

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Les Boeing 707 de son ministère doivent subir une révision au début de 1984. Le ministre a-t-il décidé où ces appareils seront révisés. Tient-il compte du fait que la plus forte mise à pied de mécaniciens d'Air Canada doit se produire à Winnipeg, et accordera-t-il la priorité à cette ville pour la révision des Boeing 707?

L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale): Madame le Président, il est vrai que la flotte de Boeing 707 du ministère doit subir une révision, mais j'ignore quand, pour le moment. Je ne pense pas que cela devrait se faire avant deux ans, de toute façon. Les appareils sont encore en bonne condition, mais leur révision figure sur la liste de priorités et nous verrons quand et où cela devra se faire. Je ne sais pas pour l'instant si le contrat sera attribué dans le cadre d'un appel d'offres ou à la suite de négociations avec le fournisseur.

LA DATE DU DÉBUT DES TRAVAUX

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, je tiens à rappeler au ministre que les mécaniciens compétents se trouvent à Winnipeg puisqu'ils ont déjà révisé les Boeing 707. Étant donné que ces mécaniciens vont être mis à pied en septembre prochain, le ministre s'informerait-il pour me dire si les travaux de révision pourraient commencer plus tôt que prévu, cet automne par exemple, afin d'éviter d'avoir à débaucher du personnel à Winnipeg?

L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale): Madame le Président, l'efficacité et la compétence des mécaniciens de Winnipeg sont bien connues. On y a un très bon atelier, et je tâcherai de m'informer pour faire savoir au député quand se fera la révision et comment nous procéderons le moment venu.